

COMPTE-RENDU DU STAGE PAP NOUVEAU PROGRAMME DE SES

Thème « Intégration européenne et politiques économiques et sociales »

28 & 29 avril 2004 - Romans

Nous remercions le Lycée Albert TRIBOULET et notre collègue Gérard LAUREYS pour l'accueil et l'organisation.

Résumé du stage.

Le travail des stagiaires a permis :

- De faire un bilan de l'année écoulée,
- D'étudier les IC du thème « Intégration européenne et politiques économiques et sociales »,
- De déterminer des prérequis (notions de première ou déjà étudiées en terminale),
- De construire des questionnements et plans pour les 2 chapitres.

2 demandes ont été formulées par les stagiaires en terme de sujet d'oral :

Europe sociale : Ce terme n'étant pas stabilisé nous demandons à ce que les élèves ne puissent pas être interrogés dessus à l'oral.

Union politique : Ce terme n'étant pas stabilisé nous demandons à ce que les élèves ne puissent pas être interrogés dessus à l'oral.

JOUR 1

9 h 15 Compte-rendu du colloque de Lyon.

Nous avons présenté de courts résumés des apports des intervenants. Ils ont porté sur 2 points :

1. l'état des savoirs en sciences sociales.
2. les savoirs fondamentaux et les compétences des élèves.

Nous avons répondu à des questions des stagiaires sur le colloque, complétées par des précisions de Bruno Hoste, qui y avait aussi participé.

Pour en savoir plus il faudra se reporter aux compte-rendus propres au stage de Lyon, qui seront probablement mis en ligne.

10 h 40 Objectif intermédiaire : Faire un premier bilan de l'année écoulée.

- Tour de table : les collègues se concertent deux à deux sur les difficultés / réussites rencontrées en argumentant (questionnaire de balisage fourni), puis chacun retranscrit oralement les dire de l'autre.
- Notez bien que dans le tableau qui suit des avis peuvent apparaître comme divergents. Ce n'est pas une contradiction d'une même personne mais l'effet de la prise en compte de tous les avis.

ASPECTS PLUTOT POSITIFS	ASPECTS PLUTOT NEGATIFS
Le découpage entre les chapitres	
<ul style="list-style-type: none"> - Première partie cohérente. Mais regret que le thème « capital » qui arrive avant le thème « emploi ». - Le découpage en trois parties donne de la lisibilité. - Certaine cohérence entre les thèmes, malgré les répétitions qui 	<ul style="list-style-type: none"> - L'introduction : que mettre pendant deux semaines sans traiter le cœur des chapitres suivants, sinon pourquoi ne pas y passer seulement 2 heures ? (tendance à y passer soit 1 semaine, soit 5). Enormément de redites possibles sur IDH. - Pour le chapitre « Sources et limites de la croissance économique » : pertes de temps liées au découpage du thème en

<p>ne seraient pas graves si on avait le temps.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mieux que le programme précédent, le découpage des chapitres permet plus un questionnement à l'intérieur de chaque chapitre (remarque d'un collègue qui débute). - Le découpage en thèmes lui semble peu différent du précédent. - Introduction plus précise que l'ancienne, mais cela génère des interférences avec le premier thème. 	<p>deux chapitres.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de cohérence entre les chapitres qui impose des regroupements et posant alors des problèmes de repérages en terme de progression annuelle (où on en est ?). - L'ordre des chapitres n'est pas toujours satisfaisant (ex : le chapitres sur les inégalités et la justice arrive seulement après...). - Dans les inégalités, redondances entre les chapitres. - La notion de changement social n'apparaît pas alors que cela aurait pu structurer la seconde partie. - La troisième partie est « monstrueuse », c'est à dire difficile à traiter dans le temps imparti vu le niveau de difficulté.
<p>La répartition des notions entre les colonnes deux et trois</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - La répartition entre colonnes clarifie mieux le programme. - C'est bien de les hiérarchiser, cela permet de définir des priorités. - Dans la première partie, bonne cohérence. 	<ul style="list-style-type: none"> - Très difficile de faire des sujets (sur développement durable, sur orga du travail et croissance). - Trop grande ouverture de champs pour chaque notion. Les notions essentielles ne sont pas toutes du même registre, certaines sont plus importantes en fonction de la problématique. - Sur la répartition entre chapitres, les notions ne sont pas toujours à la bonne place. - Il y a un fort enjeu de cohérence pour qu'une notion soit vraiment reliée à la problématique pour laquelle elle est la plus pertinente. Des notions de sociologie qui ne sont pas stabilisées, notamment colonne 3 (ex : communautarisme, dynamique sociale). - Des notions sont nettement reliées à un auteur : qu'en fait-on ? - Il n'y a pas la notion de spécialisation qui est centrale dans le thème « Internationalisation des échanges et mondialisation ». Par contre le régime de change apparaît sans être relié à des problématiques. - Les choix ne sont pas toujours pertinents : « épargne » en colonne trois devrait être dans la 2ème. Taux de rentabilité à mettre en colonne 2 (peut-on poser un sujet sur cette notion) Inégalité en colonne 2 alors que les éléments concrets nécessaires sont en colonne 3 « Incitations, marchés interne / externe » de la colonne 3 n'ont pas de lien avec les deux premières colonnes ou les IC.

Les chapitres permettent-ils aisément une problématisation ?

<ul style="list-style-type: none"> - Les 7 thèmes le permettent quand il y a une tension entre deux éléments. - Champ ouvert, mais du coup nécessité d'un travail collectif. - Si l'on en reste au niveau des thèmes, c'est possible. 	<ul style="list-style-type: none"> - Compte tenu du temps, il est difficile de permettre aux élèves de problématiser. Quand il y a une seule notion comme « stratégies internationale des entreprises », cela n'est pas possible. - Ils ne le permettent pas tels qu'ils sont libellés car trop complexes. Cela reste difficile à faire avec les élèves tant qu'ils ne maîtrisent pas le contenu. - Si on ne tient pas compte des IC (un collègue n'en connaissait pas l'existence), la problématisation est libre. - La partition en 16 chapitres n'est pas opérationnelle, du coup on les regroupe. Dans ces conditions, la problématisation est possible puisqu'on part d'un questionnement pour faire les regroupements. - Problématiser à l'intérieur des 16 chapitres est très difficile, et ce n'est pas toujours possible, beaucoup sont descriptifs. C'est encore moins facile si on ajoute les IC.
--	---

Les IC sont-elles une aide ?

<ul style="list-style-type: none"> - Elles pourraient être une aide. - Peu - Oui en tant que point de vue, si elles ne sont pas des injonctions - Utile en tant que débutant. Cerner les objectifs et en déduire le cours. - Certaines qui sont formulées comme « on étudiera », « on analysera », permettent le débat. - Pourraient être considérées comme des objets de travail. - Oui, car elles précisent le contenu. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les IC sont trop nombreuses et finissent par compliquer les choses. - Elles sont plus une contrainte qu'une aide. Il est difficile de les traiter toutes dans un chapitre. - Elles ouvrent beaucoup plus le champ qu'elles ne les précisent. - Mais aussi très perturbateur quand on essaie de tout tenir, on a un travail d'exécutant. De plus cela appauvrit la formation des élèves à des démarches intellectuelles. - Alourdissement considérable du travail, trop normatives, pas assez cohérentes. - Non car il y a des contradictions entre IC et intitulés de chapitres.
--	---

Les thèmes abordés sont-ils motivants pour les élèves ?	
Oui, cela dépend de la manière de les introduire.	
Oui pour la plupart. Ils peuvent permettre de poser des questions vives. Potentiellement motivant.	Cela dépend du temps dont on dispose. En lien avec les pratiques. Mais il faut avancer et on ne peut faire des liens avec l'actualité sauf les rares fois où elle suit le programme. Cela renforce les inégalités sociales.
Variété des thèmes. Certains très rassurant car classiques et d'autres qui sont plus difficiles.	Mais au détriment du questionnement de l'élève par manque de temps.
Oui, mais inégaux.	En fonction aussi des diversités d'analyses. Pédagogie active quasi impossible. Mais qu'enlever ? Donner des photocopiés, ou faire des cours magistraux ne sont pas des solutions. Une partie des élèves n'en tirent rien.
Motivants mais....	Mais la référence aux thèmes motivants en TPE n'est pas toujours possible si l'on suit l'ordre du programme et qu'il n'y a pas compatibilité temporelle entre les 2.
Très motivants.	Mais souvent l'intitulé le rend parfois obscure et démotivant. Ex : « dynamique de la stratification sociale.
Avez-vous utilisé le document d'accompagnement ? Si oui comment ?	
Pour faire un sujet d'oral.	Beaucoup de théories et assez orientées.
Les documents proposés sont intéressants pour les enseignants.	Sources peu diversifiées.
Lu mais non utilisé.	Certains l'ont perçu comme trop difficile.
Oui pour inventorier les arguments proposés sur certains thèmes.	Non (pour 4 collègues sur 10) et quel coût ? Certains ne l'ont pas reçus, ne savaient pas qu'il existait.
Autres remarques...	
Le programme prend bien en compte les évolutions récentes.	- Lourdeur des thèmes à traiter. Il faudrait connaître à l'avance les champs de questionnement qui seront évaluables au BAC. Il ne faudrait pas appliquer un programme sans rencontres collectives préalables. - Très en retard, il reste 9 heures pour traiter le dernier thème. Pour certains il reste trois chapitres à traiter le 28 avril, mais sans avoir fait de méthodes. - Frustration sur l'emploi et ne pas pouvoir travailler sur le chômage hors des effets du progrès technique. Lourdeur par rapport au nombre de semaines effectives.

NB : Des thèmes de TPE portent sur des points de programme qui sont abordés seulement en fin d'année. Idem pour l'ECJS.

Questionnement sur les interrelations possibles et évaluables :

Lorsqu'on a un titre de chapitre comportant trois notions comme : « Accumulation du capital, progrès technique et croissance » doit-on traiter uniquement des effets conjoints de l'accumulation du capital et du progrès technique pris comme un tout sur la croissance. Ou doit-on aussi examiner la relation inverse ? Faut-il aussi y ajouter les effets de l'accumulation du capital sur la croissance et réciproquement, puis ceux du progrès technique sur la croissance et réciproquement. Doit-on enfin y ajouter les relations entre accumulation du capital et progrès technique ?

14H30 Objectif intermédiaire : Déconstruire / construire la partie du programme sélectionnée.

Les consignes étaient :

En partant du principe réaliste qu'il restera au mieux 2 semaines pour traiter ce thème, balisez les questionnements incontournables de ce thème.

Ensuite, cherchez les notions de première qui constituent des pré requis.

Quelles notions ont déjà été vues dans le programme ?

Pour les notions des colonnes 1 et 2 du programme, rédigez une définition acceptable par tous.

Précisez le niveau d'exigence que l'on peut attendre pour nos élèves au BAC.

Pour le groupe 1 :

Sur le chapitre 15 : L'Union Européenne et la dynamique de l'intégration régionale.

Questionnement	Pré requis de première	Notions déjà vue en terminale
L'intégration européenne n'est-elle qu'une réponse à la mondialisation ? L'intégration européenne est-elle une forme de mondialisation ? Qu'est-ce que l'intégration européenne ? D'où vient-on ? Où va-t-on ? (avec les trois aspects économiques et monétaires ; politiques et sociaux)	Contrainte extérieure, Pouvoir local, central, supranational, subsidiarité, économies d'échelle	Protectionnisme / libre échange, barrières tarifaires, non tarifaires. Avantages comparatifs, Division internationale du travail, Compétitivité, régime de change, taux de change

Ces questions permettent-elles de traiter de la construction européenne comme autre chose qu'une réponse à la mondialisation ? Réponse : dans la première, on peut intégrer la question de construction comme processus politique de recherche de la paix en Europe.

Sur le chapitre 16 :

Questionnement	Pré requis de première	Notions déjà vue en terminale
En quoi les nouveaux cadres de l'action publique sont-ils le résultat de choix ? Lesquels laissent-ils ? (avec les trois aspects à chaque fois : Politique budgétaire ; politique monétaire et place des services publics).	Pour les politiques économiques : redistribution ; protection sociale ; taux d'intérêt ; prélèvements obligatoires, dépenses publiques, contrainte extérieure ; Pour les services publics : Services publics / privés ;	Croissance ; investissement ; emploi ; Etat providence ; assurance / assistance ; compétitivité.

	assistance / assurance ; biens collectifs ; réglementation ;	
--	--	--

Le travail sur les notions fait par les trois groupes figure dans le tableau ci-dessus.

Groupe 2 :

Questionnements chapitre 15 :

Dans quelle mesure l'union européenne est-elle un espace intégré ? Qu'est-ce que l'intégration européenne ?

Avec trois points :

1. Avantages et limites marché unique
2. Avantages et limites monnaie unique
3. Avantages et limites des politiques communes

Questionnements chapitre 16 :

Comment l'Union européenne modifie-t-elle l'exercice des politiques économiques ? (conjoncturelles et structurelles)

Distinguer niveau national et européen.

Contraintes / marges de manœuvre

Groupe 3 :

Chapitre 15 et 16 :

En quoi l'intégration européenne est source de croissance et / ou de développement ?

1. Dans quelle mesure a-t-elle suscité de la croissance ?
2. L'Europe se donne-t-elle les moyens d'être créatrice de développement ?

Remarque de Jean-Marie : ce traitement ne semble pas permettre de traiter de la construction de l'Europe comme réponse à la mondialisation.

Réponse du groupe : si, on peut le faire dans le 1 comme liaison entre ce chapitre et le précédent.

Deuxième remarque de Jean-Marie comment intègre-t-on les Traités dans ce plan ? Réponse : les attentes ne sont pas explicites la dessus dans le programme. C'est traité aussi en histoire. Mais du point de vue pédagogique il est intéressant d'apporter cet éclairage aux élèves.

Des définitions des notions. Ce travail a fait l'objet de discussion pour arriver au consensus sur des formulations dont le niveau soit acceptable pour des élèves. Ces définitions ne prétendent donc nullement à avoir une valeur scientifique.

Entre parenthèse figurent les éléments qui nous paraissent trop complexes pour en faire des attentes au BAC.

Union européenne : processus économique, politique et social d'unification (l'idée de l'Europe à plusieurs vitesses et le nombre de pays ne sont pas attendus).

Intégration régionale : processus économique, politique et social destiné à réduire les inégalités régionales et/ou de décloisonnement des espaces (le caractère culturel n'est pas attendu). (On tolérera que les élèves ne parlent que de l'un ou l'autre).

Union économique et monétaire : marché unique plus l'€uro (l'harmonisation des politiques n'est pas exigible).

Union politique : ensemble constitué par les institutions européennes avec quelques exemples. (Ce terme n'étant pas stabilisé nous demandons à ce que les élèves ne puissent pas être interrogés dessus à l'oral).

Europe sociale : il existe quelques pistes mais la politique sociale reste l'apanage des Etats. (Ce terme n'étant pas stabilisé nous demandons à ce que les élèves ne puissent pas être interrogés la dessus à l'oral).

Action publique : ensemble des interventions possibles des gouvernements et de l'U-E (les collectivités locales ne sont pas attendues).

Politique économique : ensemble de mesures prises par les pouvoirs publics destinées à influencer l'activité économique.

Politique monétaire : ensemble de mesures prises par les pouvoirs publics destinées à influencer la conjoncture grâce aux taux d'intérêts.

Politique budgétaire : ensemble de mesures prises par les pouvoirs publics destinées à influencer la conjoncture grâce aux niveaux des dépenses et des recettes publiques.

Consommations collectives* : Biens ou services (on tolèrera seulement service) fournis gratuitement aux habitants du territoire. (il y a un gros débat sur la gratuité des services ou biens fournis, sur leur caractère public ou privé).

Services publics* : service gratuit ou en partie marchand pris en charge directement ou indirectement par les pouvoirs publics.

Service universel : pas d'attente sur le fond car notion trop peu normalisée (mais à valoriser : savoir que c'est un concept d'origine européenne s'opposant à la conception française des services publics. De plus il n'est plus utilisé dans la terminologie européenne. Il est remplacé par service d'intérêt général)

*On constate que les lexiques des manuels comme les collègues ne sont d'accord sur les définitions et les différences entre ces notions, il ne devrait donc pas être attendu que les élèves les maîtrisent.

JOUR 2.

9 h : Objectif intermédiaire : Etude des IC.

Les consignes étaient :

Les stagiaires se réinstallent en groupes et se confrontent aux IC.

Etape 1 : le bilan.

Reprenez les questionnements construits hier, en les confrontant aux IC dites :

- Quels questionnements cadrent avec les IC ?
- Quels questionnements sont en plus des IC ?
- Quelles IC ne font pas l'objet d'un questionnement ?

Etape 2 : les ajustements.

A partir de là choisissez en argumentant vos choix entre :

- Ne rien changer à votre questionnement,

- Eliminer certains questionnements,
- En ajouter pour tenir compte des IC.

Dans tous les cas il faut que cela reste traitable en trois semaines.

Groupe 1.

Chapitre 15

L'intégration européenne n'est-elle qu'une réponse à la mondialisation ?

~~L'intégration européenne est-elle une forme de mondialisation ?~~

Qu'est-ce que l'intégration européenne ? D'où vient-on ? Où va-t-on ? (avec les trois aspects économiques et monétaires ; politiques et social et 1. Avantages et limites marché unique ; Avantages et limites monnaie unique ; Avantages et limites des politiques communes)

Chapitre 16 :

L'Europe se donne-t-elle les moyens d'être créatrice de développement durable ?

- Les politiques monétaires budgétaires et faible croissance européenne.
- Les choix en terme de politique sociale, de services publics et de politique structurelle permettent-ils le développement durable ?

Groupe 2.

Le groupe a repris ses problématiques en notant que celles - ci n'incluent pas la création de l'U-E comme réponse à la mondialisation (première IC).

Questionnements chapitre 15 :

Dans quelle mesure l'union européenne est-elle un espace intégré ?

Qu'est-ce que l'intégration européenne ?

Avec trois points :

- Avantages et limites marché unique
- Avantages et limites monnaie unique
- Avantages et limites des politiques communes

Questionnements chapitre 16 :

Comment l'Union européenne modifie-t-elle l'exercice des politiques économiques ? (conjoncturelles et structurelles, dont sociales)

Distinguer niveau national et européen.

Contraintes / marges de manœuvre

Le groupe 2 a proposé un schéma pour le chapitre 16 (voir ci dessous).

Groupe 3.

Chapitre 15 et 16 :

Celle du groupe 3 ne permet pas de traiter l'IC sur l'U-E comme réponse à la mondialisation.

La problématique croissance / développement permet de donner du sens à la notion d'intégration.

L'Europe, du fait qu'elle structure l'activité économique, son cadre géographique et monétaire favorise-t-elle la croissance ?

La structure :

1. Avantages et limites marché unique
2. Avantages et limites monnaie unique
3. Avantages et limites des politiques communes

Est pertinente d'un point de vue pédagogique.

Qu'évoque la notion de « contre-point de la mondialisation » évoquée dans la 1ère IC du thème ?

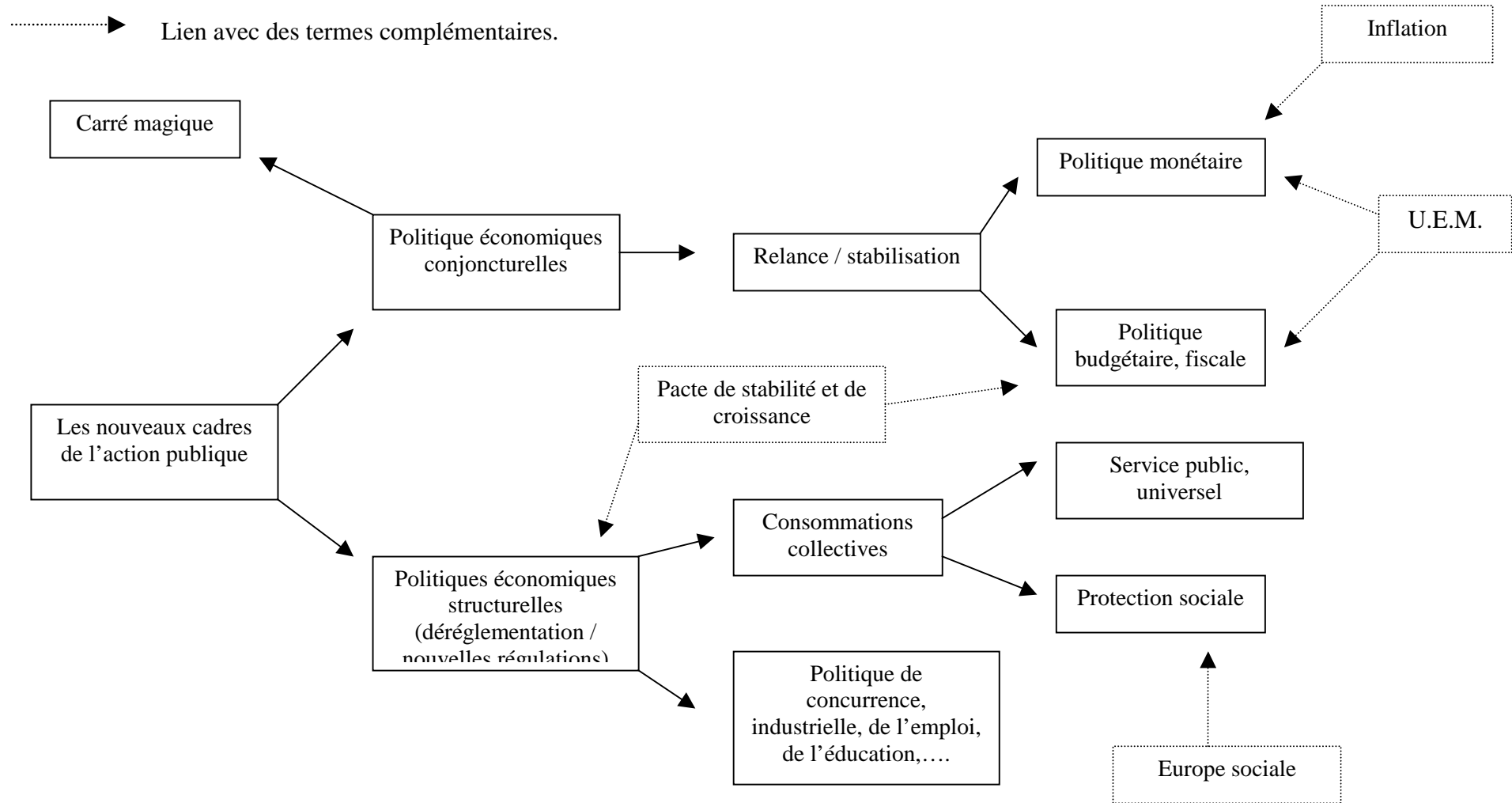
A une question posée sur les IC notre IA-IPR nous a répondu ceci :

« Pour les avis sur les "IC". On sait qu'il s'agit d'une "innovation" et que, de ce fait, leur statut sera vraiment confirmé par l'expérience et l'usage qui en sera fait. Vous me direz que ce n'est pas suffisant de dire cela. Donc je compléterai par un constat et une réflexion :

- le constat : il faut s'en tenir à la circulaire qui a précisé que les libellés du sujets ne pouvaient être pris que dans les colonnes (selon la tradition : la deuxième),

- la réflexion : les IC constituent la "chair" du programme. Elles sont publiées au B.O. et ont donc un statut officiel. Il faut donc les suivre le plus possible sans pour autant passer trop de temps à des développements qui seraient des développements de spécialistes. Je pense que les commissions d'harmonisation auront bien à se saisir du rapport entre les travaux attendus des élèves et les IC. Mais il faut attendre la première version du bac "nouveau programme" pour voir comment. Cette première année sera marquée par une réflexion et une prudence : on cherchera à ne pas pénaliser les élèves (vous connaissez comme moi le sérieux et la conscience professionnelle des commissions d'harmonisation). Vous pouvez donc rassurer vos collègues : *les IC constituent un guide dont on évaluera à l'expérience l'efficacité et l'ampleur. L'important reste toujours le libellé du sujet et les notions essentielles, qui doivent être comprises et sues.* »

Schéma proposé par le groupe 2 sur le chapitre 16 « Les nouveaux cadres de l'action publique ».



14 h 30 : Objectif intermédiaire : balisage des incontournables au sein des chapitres.

Les consignes étaient :

Construisez une problématique pour traiter le sujet.

En déduire un plan dont vous indiquerez la durée de chaque étape.

2 groupes se constituent prenant en charge un des 2 chapitres.

Chapitre 15 :

Qu'est-ce que l'intégration européenne ? D'où vient-on ? Où va-t-on ? (avec les trois aspects économiques et monétaires ; politiques et social et 1. Avantages et limites marché unique ; Avantages et limites monnaie unique ; Avantages et limites des politiques communes)

- I) Les étapes de l'intégration européenne
 - a. Une volonté politique (histoire ; pères fondateurs)
 - b. Une construction principalement économique : de la zone de libre échange à l'UEM
- II) Intérêts et limites de l'intégration
 - a. Avantages et limites du marché unique
 - b. Avantages et limites de la monnaie unique

Europe sociale et Europe politique sont renvoyés au chapitre 16.

Chapitre 16 :

L'Europe se donne-t-elle les moyens d'être créatrice de développement durable ?

- Les politiques monétaires, budgétaires et faible croissance européenne.
 - Questionner la relation taux d'intérêt et croissance dans le cadre européen.
 - Questionner la relation déficit budgétaire et soutien de la demande / croissance dans le cadre européen.
 - Questionner la relation taux de change, compétitivité.
- Les choix en terme de politique sociale, de services publics et de politique structurelle permettent-ils le développement durable ?
 - En prenant quelques exemples de politiques structurelles parmi transports, recherches, temps de travail, salaire minimum, services publics montrer qu'il existe une tension entre politique libérale de dérégulation, déréglementation et politique interventionniste et structurante en faveur du développement durable.